

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 JUIN 1922.

Proposition de loi

sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs, de leurs femmes ou veuves.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Les vieux ouvriers des mines bénéficient depuis longtemps d'un régime exceptionnel de pensions ou de retraites.

Pour bien comprendre celui qui existe aujourd'hui et dont la présente proposition a pour objet la réforme, il faut remonter à près d'un siècle en arrière. En effet, les exploitations charbonnières, se rendant elles-mêmes compte de la fréquente misère de leurs vieux ouvriers et de la vieillesse prématurée de beaucoup, avaient institué, en 1839 déjà dans le bassin de Liège et en 1841 dans les autres bassins, des *Caisses de prévoyance* en leur faveur. Presqu'aussitôt, ces Caisses donnèrent tous les ans des secours et des pensions à des milliers de mineurs incapables de travailler.

Dans le bassin de Liège les pensions étaient en moyenne de 132 à 180 fr. par an.

Dans le bassin de Namur, de 120 francs,

— de Charleroi, de 100 francs,

— du Centre, de 180 à 240 francs,

— de Mons, de 144 francs.

Ces Caisses avaient des statuts approuvés en vertu de la loi du 28 mars 1868.

Généralement, d'après ces statuts, les mineurs pour être pensionnés devaient avoir atteint l'âge de 65 ans et avoir travaillé pendant trente-cinq ans dans les charbonnages du pays.

Toutefois, les *invalides* recevaient souvent leur pension à l'âge de 60 ans ou même de 55 ans (Centre) et les veuves et orphelins des pensionnés recevaient ordinairement des secours.

Les *Caisses de prévoyance* constituaient tous les ans les sommes nécessaires à assurer ces services.

Dès leur origine, en effet, et pendant longtemps, elles ne furent que de *Caisses de répartition* qui épuisaient annuellement leur avoir en le répartissant en parts égales entre les pensionnés.

Cet avoir se formait, en partie des subventions des Sociétés charbonnières et en partie des retenues de 1 p. c., 2 p. c. et même 3 p. c. sur les salaires. Mais, grâce à ces retenues, les Caisses assurèrent plus tard, outre les pensions, des indemnités pour cause de maladie ou d'accident professionnels.

Les retenues sur salaires étaient *obligatoires*, en sorte que (comme le notait le projet de loi déposé le 27 juillet 1909) depuis trois quarts de siècle « tout se passait pour les mineurs comme si l'assurance sur la vieillesse était obligatoire. »

Or, les mineurs aimaient cette obligation alors comme aujourd'hui.

Il y a plus, et c'est là une chose importante qui retiendra l'attention, bien que ces retenues obligatoires eussent été proportionnées aux salaires et par conséquent différentes d'ouvrier à ouvrier, la solidarité entre mineurs a toujours été telle que ceux-ci ont toujours voulu que *le taux des pensions fût égal* pour tous les bénéficiaires, tant du fond que de la surface.

La loi du 5 juin 1911 vint organiser un nouveau régime de pension pour les mineurs.

Tout d'abord, elle unifie pour tous les bassins le système et le taux des pensions actuelles.

Ensuite, s'inspirant de la loi du 18 mai 1900 sur les pensions de vieillesse, elle affine tous les mineurs à la Caisse Générale de Retraite et donne à chaque ouvrier mineur un carnet individuel de retraite sur lequel des versements sont effectués par l'intermédiaire des exploitants.

Plus tard, en régime définitif, les porteurs de ces livrets auront ainsi droit à une pension proportionnée aux dits versements. Au système de répartition de la loi de 1911 se substitue le système de la capitalisation.

En attendant ce régime définitif qui prendra cours environ dans vingt-cinq ans, la loi du 5 juin 1911, complétée par la loi du 20 août 1920, met à charge des Caisses de Prévoyance, en faveur des pensionnés, « un complément de pension égal à la différence entre le taux de 720 francs et le montant des rentes acquises à la Caisse Générale d'Épargne, sur le livret individuel de l'ouvrier. Les anciens ouvriers déjà admis à la pension et les pensionnés non porteurs de livrets de la Caisse Générale de Retraite reçoivent directement des Caisses de Prévoyance la pension de 720 francs.

Les veuves des ouvriers pensionnés en vertu de la loi du 5 juin 1911 reçoivent de ces mêmes Caisses une pension de 360 francs.

Vu la cherté de la vie, à titre transitoire depuis le 1^{er} janvier 1921 jusqu'au 31 décembre 1923, tous les bénéficiaires de ces pensions reçoivent, à charge de l'Etat, des provinces et des communes, une allocation supplémentaire de 360 francs.

Tout ce système de pensions, assez bizarre à première vue, serait toutefois facilement défendable si la loi du 5 juin 1911 ne contenait des lacunes regrettables ou même ne consacrait de flagrantes injustices.

En effet, en régime transitoire, beaucoup de vieux mineurs et leurs veuves

ANNEXE AU N° 293.

BIJLAGE VAN N° 293.

PROPOSITION DE LOI

sur les pensions de vieillesse en faveur
des ouvriers mineurs, de leurs
femmes ou veuves.

ARTICLE PREMIER.

Une Caisse professionnelle de retraite des ouvriers mineurs est créée, sous le contrôle de l'État. Le Fond national de retraite des ouvriers mineurs est supprimé.

Les Caisses communes de Prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, cesseront de servir d'intermédiaire pour l'affiliation des ouvriers mineurs à la Caisse générale de retraite — et d'accorder des pensions dans les conditions déterminées par la loi du 5 juin 1911. — Tout l'actif de ces Caisses afférant au service de ces pensions — et l'actif du Fond national de retraite des ouvriers mineurs seront attribués à la Caisse professionnelle de retraite ainsi créée.

Elle assure des pensions aux ouvriers et ouvrières qui sont ou seront occupés à l'exploitation des mines en Belgique — aux femmes des ouvriers mineurs — aux anciens ouvriers mineurs, à leurs femmes ou veuves, dans les conditions déterminées aux articles 6, 7 et 8 de la présente loi.

La dite Caisse assure, en outre, des allocations temporaires aux orphelins des ouvriers ou ouvrières, ainsi que l'article 9 le détermine.

WETSVOORSTEL

op de ouderdomspensioenen ten be-
hoeve van de mijnwerkers, van
hunne vrouwen of weduwen.

EERSTE ARTIKEL.

Eene Beroepspensioenkas der mijnwerkers wordt opgericht onder de controle van den Staat. Het Nationaal Pensioenfonds der mijnwerkers wordt opgeheven.

Vanaf het in werking treden dezer wet houden de Gemeenschappelijke Voorzorgskassen ten behoeve van de mijnwerkers op, zich met de aansluiting der mijnwerkers bij de Algemeene Lijfrentekas te belasten en pensioenen uit te keeren zooals is bepaald door de wet van 5 Juni 1911. Geheel het actief der Kassen, betreffende den dienst der pensioenen, alsmede het actief van het Nationaal Pensioenfonds der mijnwerkers, worden aan de aldus opgerichte Beroepspensioenkas toegekend.

Zij verzekert pensioenen, op de wijze bepaald bij de artikelen 6, 7 en 8 dezer wet, aan de werkers en werksters die arbeiden of zullen arbeiden in het mijnbedrijf in België, aan de vrouwen der mijnwerkers, aan de gewezen mijnwerkers, aan hunne vrouwen of weduwen.

Bovendien verzekert gezegde Kas tijdelijke tegemoetkomingen aan de weezen van de werkers of werksters, zooals bij artikel 9 is bepaald.

ART. 2.

La Caisse professionnelle de retraite sera administrée par un conseil de quinze membres, dont douze membres seront choisis, moitié par les associations patronales, moitié par les Centrales syndicales des ouvriers — les trois autres membres seront délégués par l'État.

ART. 3.

Tous les ouvriers qui sont ou seront occupés dans une exploitation minière belge, et âgés de moins de 50 ans, au 1^{er} janvier 1923, ainsi que leurs femmes, seront assurés à la Caisse professionnelle de retraite, à titre individuel et personnel.

Les exploitants sont tenus de réaliser directement cette assurance.

Tous les ouvriers mineurs ainsi que les femmes d'ouvriers mineurs seront titulaires d'un livret d'assurances sur lequel les versements affectés à leurs rentes personnelles seront faits à capital abandonné.

Ils ont la faculté d'entrer en jouissance des rentes accordées par la présente loi, dès qu'ils ont atteint l'âge de 50 ans, ou de reporter cette jouissance d'année en année jusqu'à 65 ans.

ART. 4.

Tout exploitant de mines versera hebdomadairement à la Caisse professionnelle de retraite, une somme égale à 4 1/2 p. c. des salaires payés dans son exploitation, dont 3 p. c. à charge de l'exploitation et 1 1/2 p. c.

ART. 2.

De Beroepspensioenkas wordt beheerd door een raad bestaande uit vijftien leden, waarvan twaalf leden worden gekozen, de helft door de patroonsvereenigingen, de helft door de Syndicale Werkliedencentralen; de drie overige leden worden door den Staat benoemd.

ART. 3.

Al de werklieden, die arbeiden of zullen arbeiden in een Belgisch mijnbedrijf en minder dan 50 jaar oud zijn op 1 Januari 1923, alsmede hunne vrouwen worden individueel en persoonlijk verzekerd bij de Beroepspensioenkas.

De mijneigenaars zijn verplicht die verzekering rechtstreeks tot stand te brengen.

Al de mijnwerkers, alsmede de vrouwen van mijnwerkers ontvangen een verzekeringsboekje op hunnen naam, waarop de stortingen, bestemd voor hunne persoonlijke renten, worden gedaan met afstand van kapitaal.

Zij kunnen de uitbetaling der bij deze wet verleende renten eischen, zoodra zij den leeftijd van 50 jaar hebben bereikt, ofwel die uitbetaling van jaar tot jaar verschuiven tot den leeftijd van 65 jaar.

ART. 4.

Elke mijneigenaar stort elke week in de Beroepspensioenkas eene som gelijk aan 4 1/2 t. h. van de loonen uitbetaald in zijn bedrijf; daarvan worden 3 t. h. ten laste van het bedrijf gelegd en 1 1/2 ten laste van

à charge de l'ouvrier et par le moyen d'une retenue sur le salaire.

Des versements sont aussi effectués à la dite Caisse par l'Etat à concurrence de 1 p. c. des salaires, et par les provinces et communes dans lesquelles l'ouvrier sera domicilié, à concurrence chacune 1/2 p. c. du salaire.

ART. 5.

Déduction faite des frais d'administration prévus par le règlement de la Caisse; 40 p. c. des sommes versées ainsi qu'il est dit à l'article 4, § 1 et § 2, seront répartis en parts égales sur les livrets individuels et personnels de retraite de tous les ouvriers et ouvrières occupés aux travaux des mines.

20 p. c. des mêmes sommes seront répartis en autant de parts égales qu'il y aura d'ouvriers âgés de plus de 21 ans occupés aux travaux miniers. La part de l'ouvrier marié sera versée, au profit de sa femme, sur le carnet personnel de retraite de celle-ci. La part de l'ouvrier célibataire ou veuf sans enfants sera affectée au fonds spécial des orphelins de mineurs, prévu à l'article 9 de la présente loi.

Les 40 p. c. restant serviront, pendant la période transitoire, à assurer tout ou partie des pensions prévues aux articles 6, 7 et 8, en faveur des ouvriers et anciens ouvriers mineurs, de leurs femmes ou de leurs veuves.

ART. 6.

Outre les rentes qui leur sont déjà acquises à la Caisse générale de

den werkmán door afhouding van zijn loon.

Stortingen worden ook in die Kas gedaan door den Staat, ten bedrage van 1 t. h. der loonen, en door de provinciën en gemeenten waar de werkmán zijne woonplaats heeft, ieder ten bedrage van 1/2 t. h. van het loon.

ART. 5.

Na aftrek van de beheerkosten voorzien door het reglement der Kas, worden 40 t. h. der overeenkomstig artikel 4, § 1 en § 2, gestorte sommen voor gelijke deelen ingeschreven in de individueele en persoonlijke pensioenboekjes van al de werkers en werksters arbeidende in de mijnen.

20 t. h. van gezegde sommen worden verdeeld in even zoovele gelijke deelen als er werklieden van meer dan 21 jaar in de mijnen arbeiden. Het aandeel van den gehuwden werkmán wordt, ten behoeve van zijne vrouw, gestort op dezer persoonlijk boekje. Het aandeel van den ongehuwden werkmán of weduwnaar zonder kinderen wordt gestort in het bijzonder fonds voor de weezen der mijnwerkers, voorzien bij artikel 9 dezer wet.

De overige 40 t. h. dienen, gedurende het overgangstijdperk, tot volle of gedeeltelijke verzekering der bij de artikelen 6, 7 en 8 voorzien pensioenen ten behoeve van de mijnwerkers en gewezen mijnwerkers, van hunne vrouwen of van hunne weduwen.

ART. 6.

Buiten de renten, welke zij reeds bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas

Retraite et d'Épargne, en vertu de la loi du 3 juin 1911, et celles qui seront portées sur leurs livrets personnels en vertu des articles 3 et 5 de la présente loi, les ouvriers et ouvrières *actuellement* occupés aux travaux des mines belges et âgés de plus de 21 ans au 1^{er} janvier 1923, auront droit, s'il y a lieu, à une majoration de pension, jusqu'à concurrence d'une rente, à 50 ans, égale à autant de fois la 150^{me} partie du salaire annuel moyen des mineurs belges de toutes catégories, que les pensionnés auront travaillé d'années dans les mines belges depuis l'âge de 21 ans.

Outre les rentes acquises par elles, en vertu des dispositions de l'article 3, § 2, les femmes de ces ouvriers auront droit, à l'âge de 60 ans, à un complément éventuel de pension jusqu'à concurrence d'une rente égale à la 225^{me} partie de ce salaire annuel moyen par année de mariage avec un ouvrier mineur.

En cas de veuvage, ce complément leur sera acquis à l'âge de 50 ans.

Le salaire annuel moyen des mineurs belges de toutes catégories, sera établi par les statistiques de l'administration centrale des Mines.

Les majorations de pension accordées aux bénéficiaires des rentes, pourront varier annuellement suivant les fluctuations de ce salaire moyen.

ART. 7.

Les anciens ouvriers mineurs pensionnés en vertu de la loi du

hebben verworven krachtens de wet van 3 Juni 1911, en die welke in hunne persoonlijke boekjes ingeschreven worden krachtens de artikelen 3 en 5 dezer wet, hebben de werkers en werksters, thans arbeidende in de Belgische mijnen en meer dan 21 jaar oud op 1 Januari 1923, recht, bij voorkomend geval, op eene verhooging van pensioen bedragende eene rente, op den leeftijd van 50 jaar, gelijk aan het 150^{ste} gedeelte van het gemiddeld jaarlijksch loon der Belgische mijnwerkers van alle categorieën voor elk jaar gedurende hetwelk de gepensioneerden in de Belgische mijnen hebben gearbeid vanaf den leeftijd van 21 jaar.

Buiten de renten, welke zij hebben verworven krachtens de bepalingen van artikel 3, § 2, hebben de vrouwen der mijnwerkers recht, op den leeftijd van 60 jaar, op een eventueel aanvullend pensioen bedragende eene rente gelijk aan het 225^{ste} gedeelte van dit gemiddeld jaarlijksch loon voor elk jaar, gedurende hetwelk zij met een mijnwerker gehuwd waren.

Zijn zij weduwen, dan hebben zij op dit aanvullend pensioen recht op den leeftijd van 50 jaar.

Het gemiddeld jaarlijksch loon der Belgische mijnwerkers van alle categorieën wordt vastgesteld door de statistieken van het Hoofdbestuur der Mijnen.

De pensioensverhoogingen, aan de rentetrekken verleend, kunnen elk jaar verschillen volgens de schommelingen van dit gemiddeld loon.

ART. 7.

De gewezen mijnwerkers, gepensionneerd krachtens de wet van

5 juin 1911, ainsi que les anciens ouvriers mineurs non pensionnés, mais qui ont passé au moins vingt-cinq dans les travaux des mines belges, recevront, à l'âge de 55 ans, une rente annuelle égale à la 150^{me} partie du salaire annuel moyen par année de travail dans les dites mines, y compris les années d'absence pour cause d'accident de travail ou de maladie déterminée par arrêté royal.

ART. 8.

Les veuves des mineurs pensionnés en vertu de la loi du 5 juin 1911, auront droit, à l'âge de 60 ans, à une rente égale au septième du salaire annuel moyen dans les mines belges.

Les veuves au 1^{er} janvier 1923 d'ouvriers mineurs qui auraient travaillé au moins vingt-cinq ans dans les mines belges, ainsi que les femmes des ouvriers repris à l'article 7 en devenant veuves, recevront, à l'âge de 60 ans, une rente annuelle égale à un 225^{me} du salaire annuel dans les mines, par année de leur mariage avec un ouvrier mineur.

ART. 9.

Les enfants âgés de moins de 16 ans, qui ne travaillent pas encore et qui sont orphelins d'un ouvrier mineur, toucheront mensuellement une pension journalière égale à 1/20 du salaire journalier moyen, si le

5 Juni 1911, alsmede de niet gepensionneerde gewezen mijnwerkers, die echter gedurende ten minste vijf en twintig jaar hebben gearbeid in de Belgische mijnen, ontvangen op den leeftijd van 55 jaar eene jaarlijksche rente gelijk aan het 150^{ste} gedeelte van het gemiddeld jaarlijksch loon voor elk jaar arbeid in gezegde mijnen, met inbegrip van de jaren afwezigheid wegens arbeidsongeval of wegens ziekte bepaald bij Koninklijk besluit.

ART. 8.

De weduwen der krachtens de wet van 5 Juni 1911 gepensionneerde mijnwerkers hebben recht, op den leeftijd van 60 jaar, op eene rente gelijk aan 1/7 van het gemiddeld jaarlijksch loon in de Belgische mijnen.

De weduwen, op 1 Januari 1923, van mijnwerkers die gedurende ten minste vijf en twintig jaar mochten gearbeid hebben in de Belgische mijnen, alsmede de vrouwen van werklieden bedoeld bij artikel 7, wanneer zij weduwen worden, ontvangen, op den leeftijd van 60 jaar, eene jaarlijksche rente gelijk aan het 225^{ste} gedeelte van het jaarlijksch loon in de mijnen voor elk jaar, gedurende hetwelk zij met die mijnwerkers gehuwd waren.

ART. 9.

De kinderen beneden 16 jaar, die nog niet arbeiden en wees zijn van een mijnwerker, trekken elke maand een dagelijksch pensioen] gelijk aan 1/20 van het gemiddeld loon per dag, indien de vader is overleden

père est mort pendant qu'il était au service d'une industrie minière en Belgique ou pendant la durée d'une incapacité de travail due à un accident ou à une maladie survenus au cours de son occupation dans une industrie minière belge.

Le montant de ces dépenses sera couvert par les parts des ouvriers célibataires ou veufs sans enfants, comme il est dit à l'article 5, et, au besoin par un prélèvement sur la totalité des 6 1/2 p. c.

ART. 10.

Au fur et à mesure que les 40 p.c. prévus à l'article 5, § 3, deviendront inutiles à assurer les compléments de rente aux pensionnés de la période transitoire, ils seront annuellement versés en parts égales sur les carnets individuels des mineurs et de leurs femmes.

ART. 11.

Pour tout ouvrier houilleur qui, pendant la période comprise entre le 4 août 1914 et le 1^{er} février 1919, s'est trouvé en pays alliés, ou déporté, soit en Allemagne, soit vers les lignes de feu, le temps passé en exil est, au point de vue de l'application de la présente loi, considéré comme ayant été consacré au travail dans les houillères belges.

Il en sera de même pour tout ouvrier houilleur qui, pendant toute ou partie de la durée de la guerre, s'est trouvé au service de l'armée belge ou d'une armée alliée; le temps passé au service sera, au point de vue de l'application de la

terwijl hij arbeidde in een Belgisch mijnbedrijf of terwijl hij onbekwaam was om te arbeiden wegens een ongeval of eene ziekte overkomen gedurende zijnen arbeid in een Belgisch mijnbedrijf.

Het bedrag dezer uitgaven wordt gedekt door het aandeel van de ongehuwde werklieden of van de werklieden weduwnaars zonder kinderen, zooals is bepaald bij artikel 5, en desnoods door eene afhouding van het volle bedrag der 6 1/2 t. h.

ART. 10.

Naarmate de 40 t. h., voorzien bij artikel 5, § 3, niet meer noodig zijn om de aanvullende renten te verzekeren aan de gepensioneerden van de overgangperiode, worden zij elk jaar voor gelijke deelen ingeschreven in de individueele boekjes van de mijnwerkers en van hunne vrouwen.

ART. 11.

Voor elken mijnwerker, die, gedurende de tijdruimte van 4 Augustus 1914 tot 1 Februari 1919, zich in de geallieerde landen bevond ofwel weggevoerd werd hetzij in Duitschland, hetzij naar de vuurlinies, wordt de in ballingschap doorgebrachte tijd aangezien, voor de toepassing dezer wet, als besteed aan den arbeid in de Belgische kolenmijnen.

Dit geldt ook voor elken mijnwerker die, gedurende geheel den oorlog of slechts een deel daarvan, in dienst was bij het Belgisch leger of bij een geallieerd leger; de tijd, in het leger doorgebracht, wordt, voor de toepassing dezer wet, aan-

présente loi, considéré comme ayant été consacré au travail des houillères belges, dans les mêmes conditions qu'avant la guerre.

ART. 12.

Tous les articles de la présente loi sont applicables aux ouvriers mineurs de nationalité étrangère s'ils appartiennent à une nation qui accorde des avantages équivalents aux ouvriers mineurs belges.

ART. 13.

L'entrée en vigueur de cette loi supprime toutes les lois précédentes ayant pour objet de réglementer les pensions des mineurs.

gezien als besteed aan den arbeid in de Belgische kolenmijnen, onder dezelfde voorwaarden als vóór den oorlog.

ART. 12.

Al de artikelen dezer wet zijn van toepassing op de mijnwerkers van vreemde nationaliteit, indien zij behooren tot eene natie die gelijkwaardige voordeelen verleent aan de Belgische mijnwerkers.

ART. 13.

Bij het in werking treden dezer wet vervallen al de vorige wetten tot regeling van de pensioenen der mijnwerkers.

René DEBRUYNE,
Paul TSCHOFFEN,
H. VERGELS,
P. VAN SCHUYLENBERG,
J. VAN CAENEGEM,
Maurice PIRMEZ.

— ne parviennent pas à recevoir les pensions ci-dessus déterminées — et d'autres ne recevront pas celle qui leur serait due en équité.

Il suffit de lire les articles 8, 9, 10 et 11 des lois coordonnées par l'arrêté royal du 30 août 1920 pour juger combien les conditions d'âge, de temps de travail, d'incapacité ou de maladie rendent pénible, difficile et même illusoire parfois le droit à la pension.

C'est ainsi, par exemple, que si après avoir travaillé, fût-ce même pendant vingt-neuf ans et onze mois dans les mines, un vieux mineur, pour raison de santé, ou pour cause de grève, ou pour renvoi non motivé, est obligé d'abandonner son travail, il lui est généralement impossible d'obtenir la moindre pension : en effet, aucun charbonnage ne consent plus à l'embaucher à cause de son âge, et comme il ne justifie pas de trente ans de présence à la mine il n'a aucun droit à faire valoir.

Il en est de même si malgré ses trente ans, ou plus, de travaux il est obligé de quitter la mine avant l'âge de 55 ans (fond) ou de 60 ans (surface).

L'appréciation de la maladie ou de l'incapacité de travail ou du besoin, prête aussi à des erreurs ou à des injustices.

De même encore, les veuves, quel que soit leur âge et leurs années de mariage, ne sont pensionnées que si leurs maris l'ont eux-mêmes été.

Enfin, la loi actuelle, contrairement aux anciennes dispositions statutaires des Caisses de prévoyance, n'a rien organisé en faveur des orphelins en bas âge de mineurs pensionnés ou non.

Or, avant la fin de l'année 1923, le législateur devra forcément s'intéresser à la question des pensions des mineurs puisque l'allocation supplémentaire de 360 francs n'est attribuée aux pensionnés qu'à titre temporaire.

Pour tous ces motifs, il paraît nécessaire d'établir définitivement un régime équitable et sérieux de pensions pour les mineurs.

Tel est le but de la présente proposition de loi.

ART. 1. — Dans son article 1, le projet constate qu'en vertu de la loi de 1911 les Caisses de prévoyance, après la période transitoire dans laquelle nous sommes, ne pourront plus s'occuper du service des pensions. Il propose donc de charger de ce service, à titre définitif, une *Caisse professionnelle de retraites pour mineurs*, à laquelle seront naturellement attribués et l'actif des Caisses de prévoyance afférent aux pensions et l'actif du « fond national de retraites des mineurs ».

ART. 2. — L'article 2 règle l'administration de la Caisse professionnelle de retraite ainsi créée.

ART. 3. — L'article 3 a pour but d'assurer à tout ouvrier mineur et à sa femme une pension personnelle, grâce au système du livret individuel en usage à la Caisse Générale de Retraite : il reprend le principe de la loi de 1911.

ART. 4. — L'article 4 consacre le principe de l'obligation de la retraite et

détermine la quotité des versements à faire par les exploitations minières, par les ouvriers et par les pouvoirs publics.

ART. 5. — L'article 5 répartit les recettes prévues à l'article 4 afin d'assurer une pension suffisante à tout ouvrier mineur qui est ou sera occupé aux travaux dans les mines belges — à tout mineur déjà pensionné — aux anciens mineurs qui auraient dû l'être et ne le sont pas, aux femmes de ces mineurs et aux veuves pensionnées déjà ou non, dans certaines conditions.

Il assure aussi, grâce à un fonds spécial, des allocations temporaires aux orphelins.

ART. 6. — L'article 6 a principalement pour objet et pour but d'assurer à tous les pensionnés de la période transitoire qui est celle des aléas de l'après-guerre, une pension annuelle qui correspond autant que possible aux réelles nécessités vitales. Il tient compte de ce fait aujourd'hui frappant qu'un chiffre de salaire ou de pension n'est rien *en soi* et qu'il ne vaut qu'en fonction du coût de la vie.

Il tient donc à organiser un nouveau mode de pensions dont le montant pourra varier d'année à année, suivant les fluctuations du coût de la vie et par conséquent des salaires. Ce mode durera au moins pendant une longue période — qui est précisément celle de réadaptation économique du pays.

De là les quotités de salaire annuel moyen qui servent de base aux pensions et aux allocations temporaires aux orphelins.

L'article 6 fixe également l'âge d'entrée en jouissance de la pension des ouvriers de la période transitoire et statue que le montant de cette pension sera proportionnée au nombre d'années de travail dans les mines, s'il s'agit d'ouvriers — ou d'années de mariage avec un mineur s'il s'agit de femme veuve ou non — et qu'elle sera basée sur le salaire moyen.

ART. 7 et 8. — Ces articles assurent la pension aux pensionnés actuels, — et voulant autant que possible réparer une injustice ou tout au moins faire plus large l'application des principes de justice — accordent à des vieux mineurs ou à des veuves non pensionnés par la loi de 1911, le bénéfice de la pension.

ART. 9. — L'article 9 s'occupe des orphelins.

ART. 10. — L'article 10 prévoit l'attribution des 40 p. c. prévus à l'article 5, au fur et à mesure que les vieux pensionnés d'aujourd'hui et de la période transitoire disparaîtraient.

RENÉ DEBRUYNE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 JUNI 1922.

Wetsvoorstel

op de ouderdomspensioenen ten bate van de mijnwerkers, hunne vrouwen
of weduwen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De oude mijnwerkers genieten sinds lang een uitzonderlijk regiem van pensioenen of rustgelden.

Wil men zich goed doordringen van het thans bestaande stelsel, waarvan het onderhavige wetsvoorstel de hervorming betracht, dan moet men nagenoeg een eeuw achteruitgaan. Inderdaad, de steenkolenontginningen, die zich zelf reenschap gaven van de vaak voorkomende ellende bij hunne arbeiders en van veler vroegtijdigen ouderdom, hadden, in 1839 reeds, in het Luiker-bekken, en in 1841, in de overige bekkens, *Voorzorgskassen* opgericht te hunnen dienste.

Bijna dadelijk keerden deze kassen jaarlijks steungelden en pensioenen uit aan duizenden arbeidsonbekwame mijnwerkers.

In het Luiker-bekken bedroegen de pensioenen gemiddeld 132 tot 180 frank 's jaars,

in het Naamsehe bekken, 120 frank,

in dat van Charleroi, 100 frank,

in dat van het Centrum, 180 tot 240 frank,

in dat van Bergen, 144 frank.

Deze Kassen bezitten standregelen goedgekeurd krachtens de wet van 28 Maart 1868.

In 't algemeen moesten, volgens deze standregelen, de mijnwerkers, om gepensionneerd te worden, 65 jaar hebben bereikt en gedurende 35 jaar in de steenkolenmijnen van het land hebben gearbeid.

De *invaliden* ontvingen echter dikwijls hun pensioen op den leeftijd van 60 jaar of zelfs van 55 jaar (Centrum) en de weduwen en weezen der gepensionneerden ontvingen gemeenlijk steungelden.

De *Voorzorgskassen* kenden ieder jaar de noodige sommen toe om deze diensten te verzekeren.

Inderdaad, van den beginne van hun bestaan af, en gedurende langen tijd, waren zij niets anders dan *Verdeelingskassen* die jaarlijks hun bezit volledig aanwendden om het gelijkelijk onder de gepensioneerden te verdeelen.

Dit bezit bestond gedeeltelijk uit bijdragen van de Steenkoolmaatschappijen en gedeeltelijk uit de afhoudingen van 1 t. h., 2 t. h. en zelfs 3 t. h. van de dagloonen. Doch, dank zij deze afhoudingen, verzekerden de kassen nadien, buiten de pensioenen, vergoedingen wegens ziekte of beroepsongevallen.

De afhoudingen van de dagloonen waren *verplichtend*, zoodat (zooals het wetsontwerp, op 27 Juli 1909 ingediend, het aanstipte) — sedert drie kwart eeuws « voor de mijnwerkers alles geschiedde alsof de verzekering tegen ouderdom verplichtend was ».

Welnu, de mijnwerkers hielden toen, zoowel als nu, van deze verplichting.

Meer nog — en dit is een belangrijk punt dat de aandacht zal vestigen — : hoewel deze verplichtende afhoudingen evenredig waren met de dagloonen en dienvolgens van arbeider tot arbeider verschilden, was de solidariteit tusschen mijnwerkers steeds van zulken aard, dat dezen ook steeds verlangd hebben dat *het bedrag der pensioenen gelijk was* voor al de verkrijgers, zoowel die van onder als van boven de mijn.

De wet van 5 Juni 1911 voerde eene nieuwe regeling in van de mijnwerkerspensioenen.

Vooreerst, maakte zij het stelsel en het bedrag der huidige pensioenen gelijk voor al te bekkens.

Vervolgens, steunende op het beginsel der wet van 18 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen, neemt zij al de mijnwerkers op in de Algemeene Pensioenkas en geeft aan elken mijnwerker een persoonlijk pensioenboekje waarop de stortingen worden gedaan door de tusschenkomst van de ontginners.

Later, in de voorgoed vastgestelde regeling, zullen de houders van die boekjes recht hebben op een naar deze stortingen geëvenredigd pensioen. Het verdeelingsstelsel wordt, door de wet van 1911, vervangen door het kapitalisatiestelsel.

In afwachting van dit voorgoed vastgesteld regiem, dat binnen ongeveer 25 jaar zal aanvang nemen, legt de wet van 5 Juni 1911, aangevuld door de wet van 20 Augustus 1920, ten laste van de Voorzorgskassen, ten bate van de gepensioneerden « een bijkomend pensioen gelijk aan het verschil tusschen het bedrag van 720 frank en het beloop der renten bij de Algemeene Spaarkas op het persoonlijk boekje van den arbeider verworven. De oud-werklieden, die reeds tot het pensioen werden toegelaten en de gepensioneerden, die niet in 't bezit zijn van boekjes der Algemeene Pensioenkas, ontvangen rechtstreeks uit de Voorzorgskassen het pensioen van 720 frank.

Krachtens de wet van 5 Juni 1911, ontvangen de weduwen van de gepensioneerde arbeiders uit deze zelfde kassen een pensioen van 360 frank.

Gezien de levensduurte, ontvangen al de verkrijgers van deze pensioenen, bij wijze van overgangsmaatregel vanaf 1 Januari 1921 tot 31 December 1923, eene bijkomende tegemoetkoming van 360 frank ten laste van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten.

Geheel dit pensioenstelsel, dat op het eerste zicht nog al zonderling

schijnt, zou echter gemakkelijk te verdedigen vallen, zoo de wet van 5 Juni 1911 geene betreurenswaardige leemten bevatte of zelfs geene klaarblijkende onrechtvaardigheden huldigde.

Inderdaad, in het overgangsstelsel, kunnen vele oude mijnwerkers en hunne weduwen er niet toe komen bovenstaande pensioenen te verkrijgen, en anderen bekomen niet die, welke hun naar billijkheid verschuldigd zijn.

Het volstaat de artikelen 8, 9, 10 en 11 te lezen van de door het Koninklijk besluit van 30 Augustus 1920 samengeordende wetten, om in te zien hoezeer de vereischten van leeftijd, arbeidstijd, onbekwaamheid of ziekte het recht op pensioen soms bezwaarlijk, moeilijk en zelfs bedrieglijk maken.

Alzoo, b.v., is het aan een oude mijnwerker die, na ware het zelfs gedurende negen en twintig jaar en elf maanden in de mijnen heeft gearbeid, verplicht is, wegens gezondheidsredenen of voor oorzaak van werkstaking, of voor ongegronde wegzending, zijn arbeid te verlaten, in 't algemeen onmogelijk het geringste pensioen te bekomen : inderdaad, geen enkele steenkolenmaatschappij stemt er nog in toe hem, wegens zijn leeftijd, aan te werven, en daar hij van geen dertig jaren aanwezigheid in de mijn kan doen blijken, vermag hij geen enkel recht te doen gelden.

Zoo is het ook wanneer hij, ondanks zijn dertig jaren werk, of meer, verplicht is de mijn te verlaten vóór zijn 55 jaar (ondergrond) of 60 jaar (bovengrond).

Het berekenen van den graad van ziekte, of werkonbekwaamheid, of nood, leidt evenzoo tot vergissingen en onrechtvaardigheden.

Evenzoo worden de weduwen, welk ook haar leeftijd en haar getal huwelijkjaren waren, slechts gepensionneerd wanneer hare echtgenooten het waren.

En ten slotte heeft de bestaande wet, in tegenstelling met de vroegere bepalingen in de statuten van de Voorzorgskassen, niets geregeld ten voordeele van de jeugdige weezen van al of niet gepensionneerde mijnwerkers.

Welnu, voor het eind van 1923 zal de wetgever zich noodzakelijkerwijs moeten bezig houden met het vraagstuk der mijnwerkers-pensioenen, vermits de toelag van 360 frank slechts tijdelijk aan de gepensionneerden werd toegekend.

Om al deze redenen blijkt het noodzakelijk eens en voor goed een rechtvaardig en ernstig stelsel van mijnwerkerspensioenen vast te stellen.

Dit is het doel van dit wetsvoorstel.

ARTIKEL 1. — In artikel 1 van het ontwerp wordt vastgesteld dat, krachtens de wet van 1911, de Voorzorgskassen, na de overgangsperiode waarin wij leven, den dienst der pensioenen niet meer kunnen waarnemen. Het stelt dus voor eene *Beroepspensioenkas voor Mijnwerkers* met dezen dienst voor goed te belasten. Aan deze kas zouden natuurlijk toegekend worden het actief van de Voorzorgskassen dat voor de pensioenen is bestemd, en het actief van het « Nationaal pensioenfonds voor de mijnwerkers ».

ART. 2. — Artikel 2 regelt het beheer van de aldus opgerichte Beroepspensioenkas.

ART. 3. — Dit artikel heeft voor doel aan iederen mijnwerker en aan dezer vrouw een eigen pensioen te verzekeren, door middel van het persoonlijk boekje dat in gebruik is bij de Algemeene pensioenkas; dit is ook het grondbeginsel van de wet van 1911.

ART. 4. — Dit artikel bekrachtigt het beginsel van het verplichte pensioen en bepaalt de hoegrootheid der stortingen die moeten gedaan worden door de mijnondernemingen, door de werklieden en door de openbare machten.

ART. 5. — Dit artikel verdeelt de ontvangsten voorzien bij art. 4, om een voldoende pensioen te verzekeren aan elken mijnwerker die in de Belgische mijnen werkt of zal werken, aan elken reeds gepensioneerden mijnwerker, aan de gewezen mijnwerkers die hadden moeten pensioen hebben, aan de weduwen van deze mijnwerkers en aan de al of niet gepensioneerde weduwen, onder zekere voorwaarden.

Door middel van een bijzonder fonds verzekert het ook tijdelijke tegemoetkomingen aan de weezen.

ART. 6. — Artikel 6 heeft hoofdzakelijk als voorwerp en als doel aan al de gepensioneerden van de overgangsperiode, de wisselvallige periode van den naoorlog, een jaarlijksch pensioen te verzekeren dat zooveel mogelijk overeenkomt met de werkelijke levensbehoeften. Het houdt rekening met het zoo treffend feit dat een looncijfer of pensioencijfer *op zich zelf* niets is en dat zijn waarde enkel bepaald wordt door de levensduurte.

Het beoogt dus de regeling van eene nieuwe wijze van pensioenen, waarvan het bedrag van jaar tot jaar kan veranderen, volgens de schommelingen van de levensduurte en bijgevolg van de loonen. Dit stelsel zal op zijn minst een langen tijd duren, juist den tijd van de economische wederaanpassing van het land.

Daarop steunen de cijfers van het gemiddeld jaarlijksch loon die als grondslag dienen voor de pensioenen en de tijdelijke tegemoetkomingen aan de weezen.

Artikel 6 stelt eveneens den leeftijd vast van ingenottreding voor het pensioen der mijnwerkers van de overgangsperiode, en bepaalt dat het bedrag van dit pensioen geëvenredigd zal worden aan het getal werkjaren in de mijnen, wanneer het arbeiders geldt, op het getal jaren echtverbintenis met een mijnwerker wanneer het de vrouw, al of niet weduwe, geldt, en dat het zal gegrondvest zijn op het gemiddeld loon.

ART. 7 en 8. — Deze artikelen verzekeren het pensioen aan de tegenwoordige gepensioneerden, en, met het doel zooveel mogelijk eene onrechtvaardigheid te herstellen of ten minste de rechtvaardigheidsbeginselen ruimer toe te passen, verleenzen zij het voordeel van het pensioen aan oude mijnwerkers of aan weduwen die niet waren gepensionneerd door de wet van 1911.

ART. 9. — Artikel 9 betreft de weezen.

ART. 10. — Dit artikel voorziet de toekenning van de 40 p. h. voorzien bij artikel 5 naar gelang de oude gepensioneerden van thans en van de overgangsperioden zouden komen te verdwijnen.

RENÉ DEBRUYNE.